



Engagées
au quotidien

DECLARATION FSU CDEN 59 – 23 septembre 2026

Madame la Vice-Présidente, Monsieur le Directeur académique, Mesdames et Messieurs les membres du CDEN,

Les personnels et les élèves ont repris le chemin de l'École depuis quelques semaines, après une fin d'année scolaire marquée par des vagues de forte chaleur et un été caniculaire sans précédent. Dans beaucoup d'établissements, les températures ont dépassé plusieurs fois les 30 degrés entre la fin mai et le début des vacances scolaires d'été, dans des salles de classe mal isolées et sans solutions pour pallier ces chaleurs. Des retours de collègues, notamment lors de la passation du brevet des collèges en juin 2026, ont signalé des conditions extrêmes : plus de 33 °C dans certains établissements.

Comme souvent, les personnels se sont trouvés bien démunis face à ces conditions de travail. Pourtant, ils ont assuré la continuité du service public d'éducation, au mépris parfois de leur santé et de celle des élèves. Nous rappelons que l'Institut national de recherche et de sécurité, l'INRS, indique « au-delà de 30 °C pour une activité de bureau et de 28 °C pour un travail physique, la chaleur peut constituer un risque pour la santé des salariés », et au-dessus de 33 °C, le risque pour la santé est avéré, avec des symptômes allant de la déshydratation à des troubles cognitifs, voire à des pertes de connaissance. Au-delà de ces risques, nous nous interrogeons également sur le sens à donner à laisser les élèves et les personnels étudier et travailler dans de telles conditions. Peut-on réellement croire que l'on puisse se concentrer, apprendre ou progresser sous 30 degrés et plus, ou être dans des conditions optimales et équitables pour passer un examen.

Comme sur de nombreux sujets, le dossier « bâti scolaire » n'avance pas suffisamment et pas assez rapidement, alors que des canicules plus précoces, plus longues, plus intenses, plus fréquentes sont pourtant annoncées depuis plusieurs années. Cet été pourrait bien être le moins chaud du reste de notre siècle, mais la question du bâti scolaire ne semble toujours pas prise en charge par nos autorités de tutelle. L'annulation récente d'une somme de 40 millions dédiée au plan canicule dans les établissements scolaires par le gouvernement est révélatrice d'un manque criant de volonté politique.

L'École ne peut continuer à fonctionner en mode dégradé, il y a des crises qui peuvent et doivent être anticipées. L'État et les collectivités ont un devoir de protection immédiate des personnels et des usagers des établissements scolaires. La FSU demande un véritable plan d'investissement pour le bâti scolaire. Nous sommes conscients que tout ne peut pas être réglé rapidement. Néanmoins, et en attendant des travaux pour des solutions durables, il faut donner aux établissements les plus exposés des moyens et des équipements pour qu'ils puissent se préserver lors des prochaines vagues de chaleur. Il n'est pas acceptable que l'École ne tienne, en définitive, que par l'engagement des agents, qui pallient les carences structurelles et l'absence de moyens déployés par l'État ou les collectivités. La reconnaissance salariale est absente, les conditions de travail se dégradent, il y a là un défi sanitaire et pédagogique qui ne peut plus reposer que sur les personnels des établissements.

S'il y a bien quelque chose qui ne chauffe pas en cette rentrée 2026, ce sont les salaires des personnels de l'Éducation nationale qui subissent une glaciation persistante. Le Premier ministre vient d'annoncer un nouveau gel du point d'indice pour 2027, alors même que l'inflation atteint

+2,4 % sur un an. Une mesure présentée comme un effort budgétaire, alors que le point d'indice est gelé depuis 2023 et qu'il n'a connu que deux revalorisations marginales depuis 2017, soit une période de neuf ans marquée par une inflation cumulée de plus de 25 %. Avec cette décision, Emmanuel Macron devient le premier président de la Cinquième République à ne pas avoir augmenté le point d'indice des fonctionnaires durant un quinquennat entier. Les chiffres sont accablants : entre 2020 et 2026, le point d'indice n'a progressé que de 5 %, alors que l'inflation a atteint 21 % sur la même période.

Aujourd'hui, la situation est scandaleuse :

- Les élèves fonctionnaires, les AED et des AESH perçoivent des salaires indiciaires inférieurs au SMIC. Pour combler cet écart, l'État est contraint de leur verser une indemnité différentielle. Une solution de fortune qui révèle l'absurdité d'un système où des agents publics sont payés moins que le salaire minimum légal.

- Les enseignants français continuent de voir leurs rémunérations s'effriter dans les classements internationaux. D'après l'OCDE, la France se classe 22ème sur 38 pays pour le salaire des professeurs du primaire, 25ème pour les professeurs du secondaire, avec un écart de 30 % par rapport à la moyenne des pays de l'OCDE.

Comment s'étonner, dans ces conditions, des crises répétées que traverse l'École ?

Face à cette situation intenable, la FSU, aux côtés d'une large intersyndicale de la fonction publique, appelle l'ensemble des agents à se mobiliser massivement, par la grève et dans les manifestations, le mardi 29 septembre prochain. Nous avons besoin de services publics de qualité. Or, sans revalorisation salariale, c'est toute la fonction publique qui se meurt, et avec elle, l'égalité républicaine et la qualité de l'École pour tous.

Nous allons débattre, lors de ce CDEN, des orientations budgétaires du Conseil départemental du Nord pour les collèges en 2027. Un débat d'autant plus important que le département du Nord, avec ses 200 collèges publics et plus de 88 000 élèves, doit jouer un rôle clé dans la réussite éducative d'un département et d'une région marqués par des inégalités et des difficultés sociales. En l'absence de certaines données chiffrées dans les documents préparatoires, il reste difficile de mesurer les impacts des politiques éducatives du département. La FSU espère que les dotations de fonctionnement et les subventions ne se contenteront pas d'une simple reconduction à l'identique, mais qu'elles seront significativement augmentées, à la hauteur des besoins croissants des établissements.

Nous le répétons, l'École publique a besoin de moyens. Or, depuis 2017, les collèges du Nord ont vu leurs budgets diminuer, la part AP notamment, alors que les coûts ont augmenté. La situation dans le Nord reflète une crise structurelle nationale. Depuis 2017, les gouvernements successifs ont fait le choix de l'austérité budgétaire, au détriment de l'École publique. Il est urgent que d'autres choix budgétaires soient faits à tous les niveaux, départemental, régional et national. Des choix ambitieux, fondés sur une justice sociale et fiscale. Ces enjeux seront au cœur des mobilisations du 29 septembre, portées par la FSU et une large intersyndicale. Donner un avenir à la jeunesse du pays, c'est d'abord lui offrir une École publique forte avec des personnels reconnus et rémunérés à la hauteur de leur engagement.